

DEMANDE DE CHANGEMENT DE PRÉNOM
(Personne majeure, dans le cadre de l'article 60 du code civil)

Je soussigné·e

Prénom·s ⁽¹⁾

NOM

né·e le

à (ville, pays)

de nationalité ⁽²⁾

résidant à l'adresse ⁽³⁾

courriel

téléphone

Demande à me prénommer désormais, et dans l'ordre déterminé ci-dessous :

1^{er} prénom

2^{ème} prénom ⁽⁴⁾

3^{ème} prénom

4^{ème} prénom

5^{ème} prénom

6^{ème} prénom

7^{ème} prénom

8^{ème} prénom

9^{ème} prénom

10^{ème} prénom

Pour le·s motif·s suivant·s : ⁽⁵⁾

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

- (1) Indiquez tous les prénoms actuellement mentionnés dans votre acte de naissance, dans l'ordre présentement établi.
- (2) Joignez la copie d'une pièce d'identité en cours de validité (si vous disposez d'une double nationalité, merci de joindre la copie d'une pièce d'identité correspondant à chacune de vos nationalités).
- (3) Joignez un justificatif de domicile récent. Si vous êtes actuellement hébergé·e par un tiers, ajoutez un justificatif de domicile récent correspondant à la personne vous hébergeant ainsi qu'une attestation sur l'honneur établie par cette personne, indiquant que votre résidence se situe à son domicile (en précisant la date ou période du début de l'hébergement).
- (4) Ne remplissez cette rubrique et les rubriques suivantes qu'en cas de choix d'autres prénoms. Les dispositions en vigueur ne limitent pas le nombre de prénoms. Toutefois il paraît opportun d'en limiter le nombre.
- (5) Joignez tout document utile à la présente demande afin d'attester votre intérêt légitime au changement de prénom·s sollicité. Vous pouvez également compléter la rédaction des motifs de votre demande sur papier libre.

J'atteste sur l'honneur qu'aucune procédure de changement de prénom·s n'est actuellement en cours devant les juridictions françaises, et qu'aucune demande de changement de prénom·s n'est actuellement examinée devant un autre officier d'état civil.

- Je déclare n'avoir jamais formulé de demande de changement de prénom·s
Si tel n'est pas le cas,
- J'ai déjà formulé la ou les demande·s de changement·s de prénom·s mentionnée·s ci-dessous :

Date et lieu de la demande	Autorité saisie	Date de la décision rendue ⁽⁶⁾

Je demande également la mise à jour des actes de l'état civil ⁽⁷⁾ listés ci-dessous, dès lors que le changement de prénom·s demandé aura une incidence sur ces actes :

Mon acte de naissance : Naissance le à

Mon acte de mariage (le cas échéant) : Mariage le à

L'acte de naissance de maon conjoint·e (le cas échéant) ⁽⁸⁾

NOM di conjoint·e :

Prénom·s di conjoint·e :

Date et lieu de naissance (ville, pays) di conjoint·e :

L'acte de naissance de maon partenaire de PACS (le cas échéant)

NOM di partenaire :

Prénom·s di partenaire :

Date et lieu de naissance (ville, pays) di partenaire :

- (6) Joignez une copie de la décision rendue.
- (7) Joignez une copie intégrale, en original, des actes de l'état civil dont il est demandé modification. Ainsi qu'une copie de vo·tre·s livret·s de famille.
- (8) Ce document est rédigé en écriture inclusive. Vous lirez donc des formulations peu usitées telles que « maon », équivalent inclusif de "ma" et "mon" ou encore « di », pour "du" et "de la". Une utilisation du point médian est aussi à noter.

L'acte de naissance de maon·s enfant·s⁽⁹⁾ (le cas échéant)

NOM di premier·e enfant :

Prénom·s di premier·e enfant :

Date et lieu de naissance (ville, pays) di premier·e enfant :

NOM di second·e enfant :

Prénom·s di second·e enfant :

Date et lieu de naissance (ville, pays) di second·e enfant :

NOM di troisième enfant :

Prénom·s di troisième enfant :

Date et lieu de naissance (ville, pays) di troisième enfant :

Je suis de nationalité étrangère⁽¹⁰⁾ et je joins à la présente demande un certificat de coutume précisant le contenu de ma loi personnelle en matière de changement de prénom·s. Je suis informé·e que la décision de changement de prénom·s prise produira effet dans le pays dont je suis ressortissant, sous réserve que les autorités locales compétentes l'aient valablement reconnue.
Je procéderai aux démarches tendant à la reconnaissance de la décision de changement de prénom·s auprès des autorités locales compétentes, dès que celle-ci aura été prise.

Fait à le

Signature di lia déclarant·e :

Avvertissement : en application de l'article 441-7 du code pénal, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende le fait :

- d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
- de falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère ;
- de faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 € d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui.

Précisions du Collectif Trans Posé·e·s :

Il est seulement nécessaire de fournir acte de naissance intégral, justificatif de domicile et copie de CNI valide.

Circulaire du 17 février 2017, annexe 2, page 20 : Motifs tenant à la transsexualité du demandeur :

« Caractérise un intérêt légitime au changement de prénom, la volonté de mettre en adéquation son apparence physique avec son état civil en adoptant un nouveau prénom conforme à son apparence, et ce, indépendamment de l'introduction d'une procédure de changement de sexe. »

Ainsi il **n'est pas** nécessaire de fournir d'autres documents dans le cadre d'un changement de prénom·s pour une personne transgenre. Aucune justification n'est demandée et vous pouvez juste formuler votre demande explicitement sur la première page de ce document.

Toute demande à l'encontre de votre consentement est donc abusive.

N'hésitez pas à refuser de les fournir, c'est à l'officier d'apporter la preuve de la légalité de sa demande.

Vous trouverez plus de précisions à l'adresse : <https://transposées.eu/parcours:documents:changement-prenom>

(9) Si vous avez plus de trois enfants concernés par la mise à jour des actes de l'état civil, merci de joindre une page supplémentaire à la présente demande.

(10) Si vous possédez une double nationalité (dont la nationalité française) ou si vous êtes réfugié·e, apatride ou bénéficiaire de la protection subsidiaire, cette rubrique ne vous est pas destinée.